
Quelques aspects des paysages ruraux kosovars d'Après guerre

BARTHES Angela
IUT de l'Université de Provence 04000 Digne
abarthes@up.univ-mrs.fr
Section 23, secteur secondaire

RESUME : Les campagnes kosovares sont radicalement transformées depuis la perte du statut de région autonome (1989) et la survenue des conflits. Aujourd'hui, les coopératives agricoles et les industries agro-alimentaires d'état ont cessé de fonctionner. Aujourd'hui, les friches dominent, malgré la reprise micro-économique de structures d'exploitations familiales. En conséquence de la présence de multiples constructions anarchiques inachevées, le paysage ressemble à un vaste chantier désorganisé parsemé de nombreux petits jardins individuels. Ces derniers jouent un rôle indispensable dans l'autoconsommation alimentaire et les forêts sont largement éclaircies pour les besoins domestiques dans un cadre de pauvreté rurale omniprésente

MOTS CLES : Campagnes, Kosovo, Paysages, Pauvreté

Introduction

Cinq années se sont écoulées depuis la fin de la guerre du Kosovo. Petite province de la Serbie (**Carte 1**) de près de 2 millions d'habitants, protectorat provisoire de la communauté internationale¹ depuis 1999, ce territoire est limité au sud-est par la Macédoine, au sud-ouest par l'Albanie et au nord-ouest par la république du Monténégro. Le Kosovo est formé des plaines très agricoles du Kosovo Polje et de la Metohija ainsi que de leur bordure montagneuse, d'où le nom de Kosovo-Metohija abrégé parfois en Kosmet. Les principales terres arables se trouvent dans les plaines centrales et les deux grandes vallées qui s'étirent vers le nord et vers l'est. Parmi les systèmes de production, figurent les céréales dans la plaine, les céréales mixtes et la viticulture dans les régions périphériques et au pied des montagnes, ainsi que le pâturage extensif et la sylviculture dans les hauteurs. La désorganisation des structures administratives, la quasi absence de réglementation fiscale et douanière, de législations concernant les droits de la propriété foncière et la disparition d'une partie de l'état-civil font du Kosovo un lieu propice au développement de réseaux mafieux et de pratiques individuelles qui se retranscrivent dans les paysages. Si les campagnes, comme les

¹ Administration civile sous gestion de l'ONU mise en place à la suite de la résolution 1244 de juin 1999 autorisant le déploiement de la force internationale (la KFOR) au Kosovo.

villes, portent toujours les stigmates des conflits -maisons brûlées ou trous d'obus (**Photo 1**), l'ampleur des basculements qui, en quelques mois, ont affecté la société toute entière a profondément modifié les paysages ruraux.

Carte 1. *Le Kosovo, petite province du sud de la Serbie*



Photo 1. *Les paysages portent encore les stigmates des conflits : (a) Le centre ville de Prizren (Prizren)² et (b) la banlieue de Mitrovica (Mitrovice), anciens quartiers Roms.*



² Les noms propres sont donnés en langue serbe, suivie de la langue albanaise entre parenthèses

1) Des blocages politiques et juridiques qui provoquent un fort enrichissement

Sur des kilomètres, les champs s'étirent le long des routes vers Pristina, Prizren (Prizren) ou encore Mitrovica (Mitrovica). Des champs ? Nous devrions plutôt parler de friches entrecoupées de longues lanières fines cultivées, envahies de plantes adventices. Depuis 1989, les anciennes coopératives yougoslaves ont cessé de fonctionner et leurs terres sont à l'abandon malgré des conditions édaphiques et topographiques favorables. (Tableau 1).

Figure 1. Chronologie des surfacesensemencée (ha) de blé et de maïs par les sous – secteurs étatiques et privés

Année	Blé			Maïs		
	Etat	Secteur privé	Total	Etat	Secteur privé	Total
1991	12 973	90 048	103 021	1176	96 723	97 899
1993	11 860	91 155	103 015	834	93 134	93 968
1995	7 129	84 521	91 650	1323	95 243	96 566
1997	2 296	83 948	86 244	407	89 166	89 573
1999	-	42 840	42 840	-	20 810	20 810
2000	-	82 752	82 752	-	71 715	71 715

Sources : Rapport spécial de la FAO, août 2002

La réduction sensible de la production agricole s'exprime à travers tous les secteurs. Le recul drastique des cultures industrielles telles que la betterave à sucre, les graines oléagineuses et le tabac, est doublé de l'arrêt forcé entre 1989 et 1999 des industries de transformation agro-alimentaires. Seule la brasserie de Pec (Peje) fonctionne encore, à une fraction seulement de son ancienne capacité, fournissant aux agriculteurs la totalité des intrants et des semences d'orges. Les cultures ne bénéficient plus d'apport d'engrais et sont aujourd'hui majoritairement soumises à l'arrosage pluvial, les principaux ouvrages d'irrigation étant rendus inutilisables. Au cours de la dernière décennie, le cheptel est tombé à des niveaux de subsistance pour les ménages, avec des chutes de plus de 50% des effectifs, et le coup de grâce a été porté au secteur des brebis laitières. Les élevages d'états n'existent plus, à l'exception de la ferme piscicole d'Istok (Istog)

La FAO constate un relatif redressement agricole en 2002, mais il représente tout de même un recul de 40% par rapport aux niveaux de production atteints avant les années 1990. Les légumes font leur réapparition comme produit principal de l'agriculture commerciale dans des municipalités comme Orahovac (Rahovec), Pec (Peje), Prizren (Prizren) ou Podujevo (Podujevo)

Au Kosovo, les deux tiers des surfaces agricoles ont conservé leur statut collectivisé, mais seulement la moitié est cultivée, majoritairement sous forme d'association familiale plus ou moins institutionnalisée. La main d'œuvre agricole représente seulement le quart de la main d'œuvre antérieure à 1989. Les campagnes semblent

désertes (**Photo 2**), immobiles et seuls quelques agriculteurs âgés travaillent, une faux à la main, à proximité des fermes. L'absence de clarté concernant le statut politique du Kosovo et donc de la propriété des terres, impose leur gel et interdit leur utilisation légale en attendant la privatisation, dont le processus est entièrement bloqué.

Photo 2. *Les friches agricoles sont nombreuses au Kosovo : (a) Ancienne coopérative de plaine à proximité de Pristina (Prishtine) et (b) reboisements sur les collines, suite à l'extensification agricole*



Seules les bandes de terres de statut privé sont exploitées dans le cadre de la reprise récente de l'activité micro-économique, perfusée par l'aide des ONG de développement, l'assistance des organismes internationaux, et par la politique de micro crédit orchestrée par la France. Environ la moitié de ces terres sont louées aux paysans par les citoyens propriétaires, résidant pour la plupart hors du Kosovo, pour un prix moyen de 250 euros l'hectare, en complément de leur propre lopin. Quelques éleveurs louent des terres en jachère aux anciennes fermes d'état disparues. Malgré ce complément d'importance, 92% des fermes sont des micros exploitations dont la surface cultivée est inférieure à 2 hectares. L'absence de remembrement conséquent et les vastes surfaces en friche expliquent la dispersion des champs cultivés dans le paysage. Aujourd'hui, le système agricole kosovar est fortement extensif, 80% des fermes sont des exploitations polycoles d'autosubsistance. Les seuls débouchés sont offerts par les ventes directes aux marchés locaux, surtout depuis la rupture de fonctionnement des anciennes filières d'écoulement de la marchandise d'Europe de l'Est. Quelques filières informelles de transit de denrées alimentaires fonctionnent. Par exemple, l'import de 100 000 tonnes de Blé par an (10 camions de 25 tonnes «par nuit») à partir de la Vojvodine, région de la Serbie, permet de compenser le déficit productif (le pain est l'aliment de base traditionnel du Kosovo) et concurrence les approvisionnements bulgares ou albanais.

La résultante actuelle de ces évolutions construit une société campagnarde kosovare où dominant le sous-emploi, la pauvreté, et les circuits de ventes informels.

2) La guerre a créé un espace de non droit qui a favorisé les constructions anarchiques de maisons individuelles.

Une réelle dynamique de reconstruction des maisons, en ville comme à la campagne, est décelable : les chantiers fleurissent partout sans contrôles administratifs, à un rythme plus accéléré dans les secteurs albanais. En plaine, un véritable mitage des terres agricoles s'est opéré partout, avec une intensité plus forte le long des axes routiers nord-sud Prizren-Pristina-Mitrovica (Prizren-Prishtine-Mitrovice) (**Photo 3**). La corruption, d'après les informations de l'administration civile, reste vivace. Dans certaines municipalités comme Istok (Istog) ou Kosovska (Kamenica), l'encadrement administratif est tellement faible en moyens humains et matériels qu'il n'est toujours pas nécessaire d'effectuer la moindre démarche de dépôt de permis de construire.

Photo 3. *Un mitage des terres agricoles par des constructions anarchiques le long de l'axe routier Prizren-Pristina (Prizren-Prishtine)*



Souvent la construction débute alors même que l'utilité finale du bâtiment n'est pas déterminée (**Photo 4**). Il n'est pas rare de voir une pancarte « Laverie pour voiture » accrochée au rez-de-chaussée d'une somptueuse villa à trois étages qui ne possède que quatre murs et un balcon à colonnes en marbre, lequel sert de séchoir à foin. Dans une

société à majorité albanaise³ où, selon l'expression que nous avons entendue plusieurs fois lors de nos entretiens, « un homme n'est pas un homme s'il ne construit pas sa propre maison », ces constructions sont inachevées, démesurées, sans crépi. Elles laissent dans le paysage une impression omniprésente et étrange d'un vaste chantier désorganisé.

Photo 4. *Des maisons dont la destination fonctionnelle est encore inconnue : la maison et le garage d'Astan, ponctuellement utilisés par les soldats français de la KFOR*



Astan nous explique, tout fier de sa construction : « Le garage permet à mes fils de gagner un peu d'argent, et moi, je travaille en Slovénie et parfois plus loin pour pouvoir financer les matériaux pour notre future maison. Je reviens dès que je peux pour avancer la construction ! ». L'émigration saisonnière vers l'Italie, l'Espagne, Israël, la Slovénie, la Croatie ou encore l'Irak, concerne près de la moitié des ménages, qui adoptent une stratégie similaire à celle d'Astan. Ils commencent la construction d'un logement sur un bout de lopin de terre agricole qu'ils mettront, au vu de leurs ressources réelles, des années à terminer.

3) Une importante pauvreté rurale qui se lit dans le paysage

Sur les collines au loin, la forêt est dense, excepté sur les friches nouvellement reboisées, ou les anciens vignobles abandonnés des suites de l'éclatement de l'industrie

³ Groupe majoritaire: albanais (82 %), serbe (11 %), tzigane (2,4 %), turc (0,7 %), croate, etc.

vinicole. Elle est fréquemment éclaircie à proximité des villages, formant de vastes clairières. Le bois des forêts est exploité sans planification préalable souvent illégalement, avec parfois des règlements de compte entre villageois ou entre ethnies. Ce bois de coupe permet aux populations locales de se chauffer mais sert aussi à la construction de charpentes. Il constitue une ressource non négligeable alors que la pauvreté est vivace dans les campagnes, accentuée par le retour des populations déplacées pendant le conflit, et l'établissement de 75 000 réfugiés en provenance de la macédoine. Selon les récents rapports des Nations Unies⁴, 11% des ruraux vivent dans un état d'extrême pauvreté, avec moins de 1 dollar par jour et 48% des ménages n'ont pas accès à l'eau courante. Avant la guerre pourtant, le Kosovo était assez riche, avec un PIB par habitant de 4 000 dollars en 1990, équivalent à ceux de la Pologne ou de la Hongrie. En effet, le Kosovo possède une excellente base de ressources minérales et naturelles (Plomb, Charbon, Zinc, terres fertiles....) et a bénéficié au cours des années 70 et 80 d'initiatives importantes en matière d'investissement et de développement, notamment dans les industries d'extraction, en tant que région autonome de la République fédérale de Yougoslavie. La situation a évolué de façon marquée à partir de 1989 lorsque le Kosovo a perdu son statut de région autonome. Cet événement a eu de graves répercussions sur tous les secteurs de l'économie, y compris le secteur rural et agricole, et le PIB s'est contracté de 50% entre 1989 et 1995. Il est encore tombé au moment de la guerre pour atteindre moins de 400 dollars avec, en sus, une importante disparité entre les villes et les campagnes. La Croix Rouge estime aujourd'hui à près de 60% le taux de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté dans les communes rurales et les 500 millions d'euros envoyés chaque année par les membres émigrés de la famille constituent le revenu principal de ces populations. L'état des routes qui mènent sur les collines est déplorable et démontre l'absence d'investissement pendant plus de dix ans. Le problème du ramassage et du traitement des déchets n'est pas encore résolu, les décharges et les carcasses de véhicules à l'abandon restent nombreuses aux abords des routes forestières et dans les clairières.

Sur l'avant plan, les multiples petits jardins dessinent une mosaïque autour des maisons. Très densément exploités, ils sont utiles à l'autoconsommation alimentaire pratiquée par 58% des ménages. Pour plus de la moitié d'entre eux, elle est fondamentale à leur survie. Et pourtant, les conditions d'exploitation de ces jardins sont précaires, comme en témoigne Felide : « Nous faisons pousser, comme beaucoup de nos voisins, nos légumes sur des terres aux titres de propriété incertains. C'est très insécurisant, et nous redoutons tous les jours que quelqu'un nous retire le droit de les exploiter ».

⁴ UNDP, 2004, Annual Report, Oxford University Press (www.undp.org)

Conclusion

Ainsi au Kosovo, les bases militaires, les friches industrielles et les nouvelles constructions anarchiques côtoient la pauvreté visible des campagnards. Le taux de chômage officiel dépasse 60% de la population et atteint même 85% des moins de 25 ans, tandis qu'une grande partie des terres est à l'abandon. Les quelques agriculteurs encore en activité non informelle ne reçoivent aucune subvention ou expertise technique pour se moderniser face à l'imminente ouverture des marchés. Alban, ingénieur à la Chambre d'Agriculture locale, s'interroge comme d'autres : « Je suis inquiet pour l'avenir, les paysans d'ici n'ont pas l'argent nécessaire pour acheter les terres qui vont être privatisées et dont le prix a été multiplié par 250 depuis la fin de la guerre. Le manque de mécanisation et les faibles surfaces cultivées ne suffiront pas à les maintenir dans la nouvelle économie libérale ». C'est la question du devenir de la petite agriculture qui fonctionne encore grâce au cheval et à la faux, et par là même de la société rurale toute entière qui se pose.

Bibliographie

Booth K., (2001), *The Kosovo Tragedy: The Human Rights Dimension*. Londres : Frank Cass, 2001, 386 p.

Delcourt B., Corten O., (2001), *Droit, légitimation et politique extérieure : l'Europe et la Guerre au Kosovo*, Bruylant, 48 p.

Deslondes O., Roux M., (1990), « Les Albanais hors d'Albanie. Emigrés et minorités en Grèce, en Macédoine et en Yougoslavie », *Hérodote* (Paris), n° 90, 3e trimestre : 20-45.

Hoti I., (2004), « Labor market and unemployment in Kosovo », Reinvest institute, pp. 15-21

Malcom N., (1998), *Kosovo a short history*, Macmillan, London, 68 p.

Pechoux P.Y., Roux M., (1978), « Evolution récente de la moyenne montagne dans la péninsule balkanique. » Actes du 102eme Congrès national des sociétés savantes, Bibliothèque Nationale, Paris, pp. 26-35

Pechoux P.Y., Roux M., (1983), « Evolution de la population de la Yougoslavie 1971-1981 », *Méditerranée* n°4, pp. 27-34

Ramet S., (1999), *The Disintegration of Yugoslavia from the Death of Tito to the War for Kosovo*, Boulder, Westview Press, 3ème édition, 374 p.

Roux M., (2003), « Controverses sur les frontières du Kosovo », *Balkanologie* VII / 2 : Urbanité et ruralité, décembre 2003, pp.12-20

Roux M., (1999), *Le Kosovo. Dix clés pour comprendre*, La Découverte, Paris, 1999, 127 p.